

Violée par sept soldats

« C'est comme s'ils avaient violé mon esprit autant que mon corps »

C'était leur première nuit à la maison après s'être cachés deux semaines dans la brousse, à dormir sur une couverture cireuse de bananiers là où les montagnes luxuriantes font apparaître un vert vif. On avait dit à Vincienne et son mari qu'ils pouvaient rentrer chez eux sans crainte. Ils étaient endormis quand le pépiement des criquets fut interrompu par un martellement à la porte.

« Nous avons refusé d'ouvrir, alors ils ont fracassé la porte », explique Vincienne, 30 ans. « Ils ont attrapé mon mari, l'ont traîné dehors. Je ne pouvais voir que des torches. Ils ont exigé de l'argent. Tout ce que nous avons, c'était deux vaches. Nous leur avons montré. Ils ont attaché mon mari à l'arbre à l'extérieur. Ils ont pris un instrument métallique ressemblant à un scalpel et lui ont arraché les yeux .

« Il y avait huit soldats. L'un est resté avec mon mari. Les sept autres se sont relayés pour me violer. Ils ont inséré des bâtons en moi. Ma fille aînée avait cinq ans. Quand elle a essayé de me défendre, ils l'ont battue. »

« Ensuite, ils nous ont traînées dehors. Ils ont abattu mon mari, l'ont recouvert de feuilles, puis lui ont mis le feu, à lui ainsi qu'à la maison. Mes filles jumelles avaient seulement deux ans. Elles sont mortes à l'intérieur. »

Elle raconte qu'elle saignait abondamment quand les soldats les ont traînées, elle et sa fille vers la forêt de Nindja à quelques 60 kilomètres de la base de la milice.

« Quand nous sommes arrivées là-bas, j'ai été remise à un autre homme et forcée à avoir des relations sexuelles avec lui », dit-elle calmement. « Nous avons été contraintes cuisiner et de creuser des tombes. Ils nous ont battues tous les jours. Je suis tombée enceinte à cause du viol et j'ai accouché dans la forêt. Ils ne m'ont pas laissée partir. »

En tout, son calvaire a duré 12 mois, jusqu'à ce qu'elle s'enfuit avec son bébé sur le dos et sa fille rescapée dans ses bras.

Il est censé y avoir un cessez-le feu en République démocratique du Congo (RDC), un pays de la taille de l'Europe occidentale où deux grands conflits armés ont fait, en quelques années, plus de cinq millions de morts. En réalité, les combats se poursuivent. Certains des soldats ont accepté de réintégrer l'armée congolaise ou de retourner au Rwanda, mais leurs leaders continuent à en persuader d'autres de rester et de se battre. Les leaders n'ont rien à perdre: ils ne seront pas amnistiés et certains sont recherchés par la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre. En définitive, ce sont les femmes qui paient.

La jungle congolaise, profusion de plantes que l'écrivain Joseph Conrad considérait comme le cœur des ténèbres, est plus lumineuse et plus belle qu'il ne l'a décrite à l'époque. Cependant, elle recèle toujours d'intentions meurtrières. Environ 7000 membres des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) (groupe armé dominé par des extrémistes

Hutus Rwandais et des Interahamwe qui ont orchestré le génocide rwandais de 1994) continuent de vivre dans la forêt.

«Quand je suis rentrée, mon beau-frère avait vendu nos terres», dit Vincienne. « Il a dit qu'il ne voulait pas me voir de retour dans le village - que j'ai dû quitter parce que mon mari était mort. J'ai dû mendier pour obtenir de la nourriture. On disait de vilaines choses parce que j'avais été violée. »

Par rapport à certaines victimes, Vincienne a eu de la chance. Au centre d'écoute de Walungu - centre financé par le Scottish Catholic International Aid Fund (SCIAF) et situé à environ 50km au sud-ouest de la capitale provinciale de Bukavu – on l'a conseillée et aidée afin qu'elle obtienne des soins médicaux. Elle a passé cinq semaines à l'hôpital pour des blessures internes causées par les viols. Elle semble cependant hantée. Ses vêtements ne lui vont pas. Malgré la pauvreté ici, les femmes sont très fières de leurs robes aux couleurs vives et pagne enveloppante. Vincienne porte une chemise d'homme. Ses vêtements lui ont été donnés par les paroissiens locaux. Elle n'utilise pas son vrai nom, craignant que les hommes reviennent.

« Je vis comme une réfugiée », dit-elle. « Je suis punie pour ce qui m'est arrivé. Au début, je ne pouvais pas dormir. Je sursautais au moindre bruit. Tout son ressemblait à des coups de feu. Mais le fait de parler aux conseillers m'a aidé. »

Au Sud-Kivu, une province à l'est de la RDC peuplée d'1,5 millions d'habitants seulement, 14000 viols ont été enregistrés l'année dernière et la violence n'a aucunement tendance à s'atténuer. Dans les trois premiers mois de cette année il ya eu 4013 cas. Pour remettre les choses dans un contexte plus familier, l'Écosse, avec une population trois fois plus nombreuse, a enregistré l'année dernière 1123 viols. Les chiffres au Sud-Kivu sont en plus largement sous-estimés puisque de nombreuses victimes ne parlent jamais.

« Il ne s'agit pas de violer des femmes pour le plaisir – mais d'une stratégie visant à détruire un peuple », dit le père Justin Nkunzi Baciyunjuze, chef de la CDJP, la Commission pour la justice et la paix qui gère les entres d'écoute et les groupes de pression pour la paix. « Après les avoir violées, ils leur arrachent même les seins ou leur mettent des bâtons dans les organes sexuels.

«C'est une stratégie de guerre. Beaucoup de femmes qui ont été violées ont contracté le virus du VIH ou ne peuvent plus avoir d'enfants. Sans enfant il n'y a pas de société. Tout se désintègre. »

Beaucoup sont parties vivre comme réfugiées dans les pays voisins comme la Tanzanie. Pour celles qui restent, dit Judith Mudekeneza Sifa, 19 ans, « il n'y a aucun lieu sûr où aller. »

«Ce n'est pas la paix», dit-elle. «Un jour c'est calme, le lendemain c'est la guerre. Les femmes qui n'ont pas été prises attendent et se cachent. Elles savent que demain, ce pourrait être leur tour».

Il y a dix ans, lorsque la menace de violence sexuelle de la part des FDLR et autres milices a fait son apparition, les femmes se sentaient plus en sécurité en s'éloignant de la forêt et en se

rapprochant des plus grands villages, tels Bukavu. Alors que jadis elles n'avaient peur que des milices itinérantes, aujourd'hui, elles savent qu'il n'y a pas d'échappatoire, y compris avec l'aide ceux qui sont censés les protéger : la police, l'armée congolaise et l'ONU.

Ce qui a commencé comme une forme de guerre est devenue un mode de vie : plus de 14% des viols sont commis par des civils. Dans le village de Bumbalali, dans le Sud-Kivu, les habitants vivent tellement près des FDLR qu'ils se méfient des étrangers dans un pays réputé pour sa convivialité.

Les FDLR descendent des montagnes Kahuzi et font un raid sur les villages en toute impunité, violant, pillant et tuant. Leur présence pèse sur les gens d'ici comme le brouillard sur la montagne.

Sifa, dix-neuf ans, vivaient autrefois à Bumbalali, mais elle est devenue un paria. Son crime est d'avoir été enlevées et forcées à vivre comme un esclave sexuelle des FDLR - elle a ensuite été diagnostiquée séropositive. Elle arpente la boue visqueuse et collante des hautes terres où l'air sent la menthe fraîche. C'est du mukabambasi, une herbe sauvage que les villageois utilisent pour se protéger des bogues toxiques. Ce matin, elle a parcouru les 10km qui la séparent de Walungu, où elle vit péniblement sa vie de réfugiée.

Sifa raconte qu'elle avait tout juste 14 ans quand elle a été violée. Ça s'est passé ici même dans ce quartier, où la seule protection est la clôture de bois faite maison entourant les quatre huttes d'adobe. C'était le jour de l'an 2003. Elle se souvient du crépitement des mitrailleuses réveillant sa famille et les cris de son frère en train d'être abattu. Son épaule porte toujours les cicatrices des coups.

« Nous nous sommes cachés sous les lits et nous avons essayé de rester silencieux, mais ils ont enfoncé la porte et nous ont tiré par les bras et les jambes », explique-t-elle. « Ils nous ont attachés avec des cordes, ont battus les gens et ont tout pillé dans les maisons puis ils nous ont emmenés loin dans la forêt.

Nous avons marché pendant deux jours. J'étais été donnée à un homme qui m'a violée à plusieurs reprises et qui m'a forcé à devenir sa femme. Ils veillaient sur nous et nous ont forcés à faire la cuisine et recueillir l'eau et du bois pour le feu. Après cinq mois là-bas, l'armée congolaise a attaqué. Je me suis enfuie ».

Sifa était allée à l'école, espérant devenir infirmière ou médecin. Au lieu de cela, elle est devenue une mère sans espoir de se marier un jour à cause de la stigmatisation du viol. Quelques mois plus tard elle a donné naissance à Pascal. Elle dit qu'elle l'aime beaucoup, même si son père était un violeur.

« Après ma fuite, ils ont envoyé des notes me menaçant et me prévenant qu'ils reviendraient et prendraient l'enfant », dit-elle. « Ils sont revenus, mais nous nous sommes cachés dans la brousse afin qu'ils ne nous trouvent pas. Du coup, ils ont incendié notre maison. »

«Ma famille m'a envoyée chez un parent à Bukavu pensant que ce serait plus sûr», explique Sifa. «J'ai recommencé ma vie. Je vendais des vêtements pour gagner de l'argent.

Puis, un soir des bandits ont fait irruption dans la maison.

Il y avait six hommes. Deux d'entre eux m'ont violée. J'étais tellement en colère et bouleversée. C'était comme s'ils avaient violé mon esprit autant que mon corps.»

Sifa est tombée de nouveau enceinte. Pascaline, sa fille née de ce second viol, a maintenant neuf mois.

Même à Walungu il n'y a pas de sanctuaire pour Vincienne, alors que le VIH qu'elle a contracté pendant les viols a commencé à ravager son jeune corps. Codilusi, un organisme local financé par le SCIAF, l'aide avec des anti-rétroviraux. La plupart des victimes, comme Sifa, n'accèdent pas aux soins médicaux dans un délai de 72 heures qui permettrait de recevoir des traitements de prévention du VIH. Même s'ils y accédaient dans les délais, les centres médicaux ont peu ou pas du tout de kits de prophylaxie post-exposition (PEP).

Dans les hôpitaux ruraux qui sont, en comparaison, relativement bien équipés, les médecins nous disent qu'il n'y a pas suffisamment de ressources pour traiter les centaines de femmes qui ont besoin d'opérations complexes pour des fistules ou autres traumatismes liés au viol.

Beaucoup de ces femmes restent incontinentes. Elles font la queue pendant des semaines pour être inscrite sur la liste d'attente de Panzi, le seul hôpital entièrement consacré aux victimes de viols à Bukavu. C'est le paradis pour les victimes. L'hôpital offre des soins gratuits, mais une telle centralisation fait que les hôpitaux des zones périphériques sont souvent délaissés. Le SCIAF travaille avec le Codilusi afin de fournir de meilleurs soins aux femmes plus près de leur domicile.

Sifa dit qu'elle ne peut pas pardonner à ces hommes.

Ce qu'elle désire plus que tout, c'est gagner suffisamment d'argent pour payer la nourriture et l'éducation de ses enfants. Les enfants nés de ces viols n'ont aucun droit : à moins qu'ils n'arrivent à persuader un membre masculin de la famille de leur donner leur nom et qu'ils passent par les tribunaux pour obtenir les documents légaux nécessaires, ils ne sont même pas autorisés à aller à l'école.